

juin 2026

Debout



Journal de la Fédération des Employés et Cadres FO

N°199

**Pouvoir
d'achat**

**ILYA
URGENCE A
AGIR**

Pouvoir d'achat

L'URGENCE SOCIALE EST TOTALE !

Le quotidien des salariés devient intenable. Factures, carburant, alimentation, énergie : tout augmente, sauf les salaires. Ça ne peut plus durer. Il faut des hausses générales de salaires, sans attendre, pour stopper l'érosion du pouvoir d'achat et rendre justice à celles et ceux qui font vivre le pays.

Sébastien BUSIRIS
Secrétaire général

Les salariés ne peuvent plus attendre. Chaque mois, la même réalité s'impose : les salaires ne suivent pas, les prix continuent d'augmenter et le reste à vivre diminue dangereusement. Pour des millions de travailleuses et de travailleurs, la question du pouvoir d'achat n'est pas un débat théorique, c'est une réalité brute, quotidienne. Le plein d'essence n'est pas un débat théorique. Le panier de course n'est pas un débat théorique. Payer ses factures et son logement n'est pas un débat théorique.

56 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat a baissé ces derniers mois¹. Ce n'est pas un ressenti isolé. C'est une réalité sociale. Travailler ne protège plus de la précarité.

L'urgence, c'est le salaire

Depuis des mois, les dépenses explosent. Carburant, énergie, alimentation, loyers, assurances, transports, produits d'hygiène : tout augmente ou reste à un niveau beaucoup trop élevé. Les salariés, les retraités, les familles monoparentales, les jeunes, les bas salaires, les agents de terrain, les



M. Dégis

employés, les ouvriers, tous voient leur budget laminé. Les mesures ponctuelles annoncées par les pouvoirs publics, notamment les primes carburant et énergie, ne constituent pas une réponse à la hauteur des enjeux. Ces aides, souvent limitées dans le temps et soumises à des conditions restrictives, ne compensent qu'une faible partie des dépenses supplémentaires supportées par les ménages.

Elles donnent l'illusion d'une réponse, mais elles ne traitent jamais le fond du problème. Le problème, c'est l'insuffisance des salaires face à l'évolution réelle du coût de la vie.



*Le carburant coûte trop cher.
L'énergie coûte trop cher.
L'alimentation coûte trop cher.
L'hygiène coûte trop cher.*

*Les aides ponctuelles,
les chèques exceptionnels et
les primes temporaires
ne règlent rien.*

*Assez de promesses.
Il faut du salaire. Il faut du
concret. Le pouvoir d'achat ne
peut plus attendre.*

Le travail doit payer

Dans le même temps, les négociations salariales restent trop souvent très en dessous des besoins. Les augmentations accordées ne compensent pas les hausses accumulées. Résultat : les salariés perdent du pouvoir d'achat, même quand leur salaire brut augmente légèrement. C'est le piège du salaire qui progresse sur le papier mais recule dans la vie réelle.

Le tassement des grilles salariales aggrave encore la situation. Quand le SMIC augmente, sans revalorisation suffisante de l'ensemble des niveaux de classification, toute la hiérarchie salariale se retrouve écrasée. C'est mauvais pour les salariés, mauvais pour la reconnaissance professionnelle et mauvais pour l'attractivité des métiers.

Les salariés payent la facture

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon la Banque de France, les hausses de salaire négociées pour 2026 ne sont que de 1 % pour les *minima* de branches et 1,6 % pour les salaires de base dans les entreprises. C'est trop faible. C'est loin du compte. C'est insuffisant pour rattraper la vie chère.

Cette situation n'est ni normale ni acceptable. Elle n'est pas le fruit du hasard. Elle est le produit d'un système qui accepte très facilement la hausse des prix mais beaucoup moins la hausse des salaires. Elle est aussi le résultat de politiques publiques trop timides, trop fragmentées, trop ponctuelles, qui prétendent soutenir le pouvoir d'achat sans jamais imposer un vrai partage des richesses.

FO exige des mesures immédiates

Pour Force Ouvrière, il faut rompre avec les demi-mesures. Il faut des réponses immédiates, lisibles et durables. La réponse passe avant tout par une augmentation générale des salaires, des pensions et des *minima* sociaux. Il ne s'agit pas de «soutenir la consom-

mation» à coups de mesurette. Il s'agit de permettre aux salariés de vivre dignement de leur travail.

Il faut changer de logique

Le pouvoir d'achat ne se défend pas avec des annonces ponctuelles, mais avec des hausses de salaires, des droits nouveaux et une autre répartition de la valeur ajoutée. Tant que les rémunérations resteront à la traîne, les travailleurs continueront de subir une baisse de niveau de vie, même lorsque les indicateurs officiels prétendront le contraire.

Nous refusons cette fatalité. Nous refusons que la vie chère devienne la norme. Nous refusons que le travail ne permette plus de vivre correctement. Nous refusons que les salariés soient sommés de toujours faire plus d'efforts pendant que les dividendes et les profits, eux, ne connaissent aucune modération.

L'heure de vérité

L'urgence sociale est là. L'urgence salariale est là. Elle est partout où les salariés comptent chaque euro et voient leur niveau de vie reculer. Le pouvoir d'achat ne peut plus attendre. Les salariés ont besoin de salaires, pas de promesses. Ils ont besoin de réponses concrètes, pas de communication. Ils ont besoin d'une véritable justice sociale, pas d'une gestion comptable de la pauvreté.

Force Ouvrière continuera à porter cette exigence avec force, dans les entreprises comme dans les négociations nationales. Parce que défendre les salaires, c'est défendre la dignité, la justice et la liberté de vivre de son travail.

Pour des salaires dignes. Pour plus de justice sociale. Rejoignez la FEC FO. Ensemble, on est plus fort !

1. Sondage Elabe, mai 2026